

Plaidoyer pour une prise de position

I La politique de neutralité et la crise asiatique

1) Thèse

Le Président Johnson, comme nous l'avons appris de source certaine, est désemparé et aurait besoin d'encouragement provenant même de petites puissances étrangères.

Le Pape Paul VI juge la situation internationale si inquiétante qu'il est allé prononcer un discours devant les Nations Unies et qu'il n'a pas hésité d'entreprendre une démarche aussi extraordinaire que l'envoi d'un télégramme personnel à M. Mao Tsé toung, Président du parti communiste chinois.

La Suisse, pendant ce temps, se borne à répéter qu'elle serait très heureuse d'accueillir une conférence internationale à Genève.

Ne pourrait-elle pas, sans rien abandonner de sa politique de neutralité, participer d'une manière plus active aux efforts destinés à sauvegarder la paix?

Il lui serait peut-être possible d'apporter à la cause de la raison une contribution qui, pour être modeste et contingente, ne serait pas néanmoins dépourvue de valeur.

Elle pourrait faire ressortir que le conflit qui menace est anachronique, qu'il ne résoudrait aucune des questions qui confrontent l'humanité et qu'il s'apaisera de lui-même et tout naturellement par l'écoulement du temps. Qu'il n'y a pas une incompatibi-



lité véritable entre la Chine et les Etats-Unis, que l'écrasement de l'une ou des autres n'est pas une condition de leur survie, de leur développement ou de leur prospérité mutuelle. Que la tension actuelle résulte d'une maladresse et que les vrais problèmes sont d'une autre nature. Qu'il faut, en conséquence, tout entreprendre pour éviter une guerre absurde, car un ajournement du conflit, loin d'être un expédient temporaire amènera sa liquidation pacifique.

2) Les guerres inéluctables et les guerres inutiles

Il arrive que certaines guerres soient inéluctables, parce que la volonté de puissance de deux gouvernements est essentiellement antagoniste et qu'en conséquence, ils ne peuvent pas survivre côte à côte. Hitler voulait, et pouvait s'appropriier la Pologne, puis dominer l'Europe. Polonais et pays européens devaient donc résister ou périr ou se soumettre. Il n'y avait pas de transaction possible.

Au début des guerres de religion, protestants et catholiques voulaient le pouvoir pour supprimer la foi de leurs adversaires. Cujus regio, ejus religio. Le conflit était fatal. C'est ainsi que la St-Barthelemy, aussi atroce fut-elle, était machiavéliquement justifiée. Elle a, d'ailleurs, atteint son but. En revanche, la révocation de l'Edit de Nantes, quand les protestants ne constituaient plus une force politique importante, a été un non-sens qui a affaibli la France. Une guerre sino-américaine, aujourd'hui, se rapprocherait plus, politiquement, de ce non-sens que de l'habileté sanglante de la St-Barthelemy.

3) Un précédent valable

Il y a vingt ans, il semblait qu'un conflit entre l'URSS et les

Etats-Unis était fatal. Trois fois, au moins, il a été sur le point d'éclater: lors du blocus de Berlin, à propos de la Corée, puis de Cuba.

Aujourd'hui, ce conflit paraît non seulement évitable, mais encore improbable. En effet, sauf dans le cas de l'Allemagne, les intérêts des deux très grandes puissances industrielles sont bien plus convergents que divergents.

En revanche, ce qui nous menace maintenant, c'est une guerre sino-américaine, dont les conséquences sont imprévisibles et qui pourrait dégénérer en guerre mondiale. Or, il est presque certain que si cette guerre peut être évitée, les motifs de tension entre Pékin et Washington iront en s'atténuant et que, d'ici vingt ans, ils nous apparaîtront aussi négociables que ceux qui existent entre les Etats-Unis et l'URSS. Car les intérêts territoriaux des deux puissances ne se heurtent pas et les oppositions idéologiques seront nécessairement absorbées par un autre problème, bien plus urgent et bien plus dramatique: celui créé par la poussée démographique.

4) Le vrai problème: la poussée démographique

L'accroissement de la population pose un double défi: aux pays sous-développés, celui de l'existence, du pain quotidien; aux pays industriels, celui de la conservation des ressources naturelles, de la pureté des eaux et de l'air, du maintien de la vie dans les centres urbains.

New York, qui manque d'eau et qu'un court-circuit ou une grève paralysent, est un exemple frappant de l'ampleur et de l'urgence des tâches à accomplir.

Quant à la famine, elle a menacé la Chine pendant le grand bond en avant, elle sévit en Inde et en Indonésie, elle risque de frapper, à plus ou moins brève échéance, la plupart des pays du tiers-monde.

Et il est à craindre que les grands producteurs agricoles ne disposent pas d'assez d'excédents pour combler ces pénuries.

Voilà qui décline les conflits idéologiques destinés à devenir sous peu aussi incompréhensibles que les guerres de religion.

Cela ne signifie pas que nous serons désormais à l'abri de conflits sanglants. Mais, ils tourneront vraisemblablement autour de la question alimentaire, ils seront causés par la répartition inégale des terres fertiles, aujourd'hui toutes dans l'aire occidentale: Etats-Unis, Canada, Argentine, Australie. Ils n'auront plus rien à voir avec une idéologie communiste ou capitaliste.

5) Atténuation du conflit est-ouest

Le conflit est-ouest s'estompe pour deux raisons. Il n'y a pas d'insurmontables antagonismes concrets, matériels, territoriaux entre les deux groupes de puissances; il n'y a plus, d'autre part, de vrai capitalisme, ni de vrai communisme, mais des systèmes mixtes qui, chacun de leur côté et selon leurs méthodes propres, s'efforcent de parvenir au même but. Pour s'en convaincre, il n'est que de comparer la "Grande Société" de Johnson au 3e programme du PCUS, promulgué par Khrouchtchev, mais confirmé par ses successeurs.

"La Grande Société" vise à abolir la misère aux Etats-Unis, à l'atténuer au-delà et à embellir la vie. Elle dépend, comme le Président ne cesse de le répéter, du maintien et de la croissance de la prospérité économique américaine.

Le 3e programme stipule que le communisme ne peut être établi que dans une ère d'abondance. Il tend à la gratuité du pain et du logement, à une journée de travail très courte au plus grand profit du développement culturel.

De part et d'autre, l'accent est mis sur la production, tant agricole qu'industrielle, parce que seule une production en croissance continuelle peut répondre aux besoins essentiels de populations toujours plus nombreuses.

Ces conceptions sont condamnées par la Chine communiste. Mais est-elle en mesure de les contre-carrer?

6) La démesure chinoise

Le gouvernement de Pékin a repris l'idéal révolutionnaire que le Kremlin laisse lentement s'enliser. Il proclame l'inévitabilité d'un conflit décisif entre prolétaires et impérialistes, l'écrasement des villes par les campagnes, des riches par les pauvres.

Mais il est beaucoup plus agressif en paroles qu'en faits. Nous ne sommes d'ailleurs pas certains que Pékin compte exécuter son plan dévastateur qui pourrait être destiné principalement à la consommation intérieure et aux luttes d'influence au sein du mouvement communiste.

Même si les dirigeants chinois prennent leur plan au sérieux, ils ne sont pas en mesure de l'appliquer, pour l'instant en tout cas, leur pays n'ayant ni les moyens militaires, ni les ressources économiques nécessaires.

D'autre part, l'idéal de la conquête révolutionnaire du monde par le fer et par le feu ne peut guère séduire les peuples affamés,

car il ne leur apportera pas à manger. Tant que la Chine sera si peu productive, elle n'impressionnera aucun dirigeant responsable; tant qu'elle sera si peu industrielle, elle ne constituera un péril que pour ses plus faibles voisins.

7) "Containment" et guerre mondiale

Le programme proclamé par le gouvernement chinois paraît donc complètement en dehors de la réalité, se réfère à des conceptions du siècle passé, sinon de celui de Genghis Khan, et ne donne qu'une réponse dérisoire au problème principal de notre civilisation. Il n'empêche pas la Chine d'être dangereuse, mais il ne lui permet pas de se tailler le rôle d'inspiratrice ou de leader du tiers-monde.

Les Etats-Unis eux-mêmes en sont persuadés puisqu'ils se bornent à appliquer à son égard la politique du "containment" qui avait fait ses preuves contre l'URSS. Il leur suffit de contenir la Chine, car ils espèrent - Hillsman, Rusk et plusieurs hauts fonctionnaires l'ont déclaré à réitérées reprises - que la prochaine génération de dirigeants chinois sera plus raisonnable et que Pékin connaîtra une évolution analogue à celle de Moscou.

La politique du "containment" est saine. Mais elle risque de faire faillite au Vietnam, où les Etats-Unis, à tort ou à raison, voient un point où la Chine cherche à briser la barrière qui l'enserme.

La situation est grave, parce que la guerre pourrait découler d'un enchaînement de circonstances, d'une progression à peine sensible de mouvements militaires rationnels, d'une fausse interprétation des gestes de l'adversaire, d'accidents, de malentendus, de méprises. Le Président ne veut certainement pas déclencher la guerre,

Mao ne veut pas la provoquer, mais l'un et l'autre pourrait néanmoins s'y trouver entraînés.

Et c'est dans ces circonstances que le rôle des tierces puissances pourrait être utile, en créant une pression morale assez unanime pour empêcher le dernier déclenchement, le franchissement de l'ultime échelon de l'échelle fatale.

II Une prise de position et la politique de neutralité

1) Le droit des neutres

A prendre position, à proclamer que cette guerre serait absurde parce qu'elle ne résoudrait rien et compromettrait tout, la Suisse sortirait-elle de son rôle de pays neutre? Ce n'est pas vraisemblable.

La neutralité ne nous empêche pas d'être clairvoyants, ne nous condamne pas à la cécité. Nous avons le droit d'analyser la situation mondiale et d'exposer nos conclusions.

Et si nous estimons qu'elle est dangereuse, nous pouvons le dire et même demander que le monde prenne garde.

A condition de rester impartial et de ne pas favoriser un des antagonistes.

Il convient donc d'examiner qui serait avantagé ou lésé par une telle prise de position.

En termes abstraits, nous renforcerions la main des "doves", des colombes, et exciterions la colère des "hawks", des faucons de tous pays. Nous serions applaudis par les modérés et critiqués par les extrémistes, les bellicistes. Ce qui conviendrait parfait-

tement à notre rôle.

D'une manière concrète, nous nous prononcerions en faveur du statu quo, en faveur des négociations, contre toute solution radicale que l'une des parties pourrait juger intolérable, contre la recherche d'une victoire totale des uns ou des autres. Quelles en seraient les répercussions, pays par pays?

2) L'effet de cette prise de position

Chine: Nous ne porterions aucune atteinte à ses droits en tant qu'état. Nous nous trouverions, en revanche, en opposition fondamentale avec les vues du parti communiste, telles que le Maréchal Li Piao les a exprimées. Mais nos relations sont avec le gouvernement chinois et non pas avec son parti, ni son idéologie.

Vietnam du Nord: Notre attitude impliquerait une désapprobation tacite des bombardements du Tonkin, parce que susceptibles d'accélérer l'escalade. Hanoï ne pourrait que nous en savoir gré. Mais elle apprécierait moins notre désir de solutions modérées, transactionnelles. Toutefois, elle ne compte pas sur nous pour parvenir à ses fins, de sorte qu'elle ne se préoccupera pas beaucoup de notre attitude.

Vietnam du Sud: Notre position tendant à conserver le statu quo ne serait pas contraire à ses intérêts.

Le FNL, en revanche, ne nous bénirait pas. Mais, comme en dernière analyse, une solution transactionnelle est sa meilleure chance, il ne pourrait pas nous trouver exagérément partial.

Les Etats-Unis: Leurs réactions sont les plus importantes à évaluer, car c'est, en pratique, sur leur politique que notre prise

de position pourrait avoir le plus d'effet. Que postulerions-nous en substance? Pas d'entreprise susceptible de déclencher une guerre sino-américaine. Pas de victoire totale qui ne peut résulter que d'une guerre totale. Transaction pour gagner le temps nécessaire à l'évolution du régime chinois, évolution prévue et escomptée par les Américains eux-mêmes.

Il n'y aurait là rien de contraire aux quatorze points de Dean Rusk. Il n'y aurait pas non plus un ralliement complet à ces conditions puisque nous favoriserions les concessions pouvant amener la fin des hostilités. Mais nous ne demanderions aucun abandon, aucune capitulation. Nous ne nous prononcerions nullement sur la poursuite de la lutte à l'intérieur des frontières du Vietnam du Sud.

Les pays communistes d'obédience moscovite: Il ne leur serait certainement pas agréable de nous entendre proclamer que la lutte du communisme contre le capitalisme est un phénomène dépassé, incapable de résoudre les vrais problèmes de notre civilisation et qu'elle est destinée à être absorbée par le combat contre la faim et la surpopulation. Mais nous n'avons jamais été communistes et n'avons pas l'intention de le devenir.

En revanche, ils ne pourraient qu'approuver - dans leur for intérieur ou publiquement, selon leur tactique du moment - notre crainte d'une guerre sino-américaine, laquelle représente pour eux un plus grand danger encore que pour nous. Bref, ils n'aimeraient pas nos motivations, mais bien nos conclusions.

L'Europe et le tiers-monde: C'est auprès d'eux que nous pourrions, que nous devrions rencontrer le plus grand succès. Ils nous ver-

raient sortir de notre mutisme traditionnel pour embrasser une cause à laquelle tous, selon leurs moyens et leurs conceptions, participent. Et notre argumentation trouverait, sans doute chez eux, un écho appréciable. Elle se séparerait des thèses partisans, dominerait le problème et fournirait un commun dénominateur aux efforts de pays plus ou moins tentés par le marxisme (Yougoslavie, RAU, Ghana) et de ceux qui sont résolument dans le camp capitaliste (Europe occidentale).

En résumé, aucune nation, aucun parti ne pourrait nous reprocher de sortir de notre rôle, d'abandonner notre politique de neutralité, de favoriser l'un ou l'autre des belligérants.

Et nous éviterions l'accusation d'être restés passifs au moment d'une des plus graves crises de l'après-guerre.

Nous démontrerions qu'un neutre a toujours le droit de militer en faveur de la paix.

III Opportunité de cette prise de position

1) Il n'est pire folie que d'être sage tout seul

Cette prise de position rencontrerait-elle un climat favorable? Son argumentation serait-elle entendue? L'opinion est-elle prête à admettre une telle analyse, à concéder que la lutte idéologique est dépassée par le combat contre la faim?

C'est très probable. Ces idées n'ont rien de neuf. Elles ont été proférées depuis longtemps sur les deux rives de l'Atlantique. D'abord par des historiens et des philosophes, Toynbee en tête.

Elles ont été reprises par des journalistes libéraux aux Etats-Unis, comme Walter Lippman et James Reston. On les entend aussi énoncées par divers commentateurs de la télévision. En France, elles font même corps avec la doctrine officielle, le Général de Gaulle n'employant jamais le sigle URSS, mais toujours le nom de Russie et parlant d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural.

Mais journalistes ou hommes d'Etat utilisent cette analyse dans le cadre de la politique qu'ils préconisent ou appliquent. Ils ne la considèrent pas en elle-même et ne se bornent pas aux conclusions premières qui découlent des prémisses. Ils manquent de l'ingénuité et de la candeur dans lesquelles nous devrions nous confiner.

Il n'en reste pas moins que le terrain est parfaitement préparé et que notre conception pourrait y germer rapidement. Nous serions compris et nous ne courrions pas le risque d'être sages tout seuls.

2) Accueil en Suisse

L'accueil international serait sans doute favorable. Mais qu'en est-il des réactions qui se produiraient chez nous? Ce n'est évidemment pas de Washington que l'on peut répondre à cette question.

Mais pour tenter d'être complet, voici les impressions que nous ressentons.

Il y a encore en Suisse un nombre considérable d'esprits qui estiment que le communisme est le mal et que rien de bon ne se fera tant qu'il survivra. Son évolution les laisse extrêmement sceptiques. Néanmoins, ils ne préconisent pas que nous renoncions à notre neutralité et, s'ils sont satisfaits de voir les Etats-Unis répandre le sang de leurs soldats et l'argent de leurs contribuables pour le combattre, ils n'envisagent pas de sacrifices

analogues.

Quant à la majorité de notre opinion, elle paraît incertaine, passive et ne semble pas se sentir concernée.

Il y a, enfin, de nombreux jeunes gens que notre retenue devant les problèmes mondiaux désespère et qui trouvent que le manteau de notre neutralité recouvre immobilisme et peur du choix.

Il semble qu'une prise de position claire, explicite et fondée du Conseil Fédéral pourrait être une révélation pour le premier groupe, une secousse salutaire pour le second et une réponse au dernier.

L'opposition des anti-communistes farouches ne serait sans doute pas aussi virulente qu'on pourrait le craindre, car notre attitude serait beaucoup moins en flèche que celle adoptée par les deux derniers Papes, qu'on ne peut cependant soupçonner de pactiser avec le matérialisme athée.

3) La prise de position et l'ONU

Parce que nous ne faisons pas partie des Nations Unies, nous n'avons jamais à faire connaître notre opinion sur les grands problèmes mondiaux. Comme nous ne devons pas voter, nous ne sommes pas obligés de nous prononcer.

Mais puisqu'il se fait que nous suivons souvent les recommandations de l'Assemblée générale (Afrique du Sud, Rhodésie), avec une autre argumentation il est vrai, il devient vraisemblable que nous ne pourrions pas toujours rester à l'écart, surtout si les Nations Unies deviennent réellement universelles par suite de l'admission de la Chine de Pékin.

Ne serait-il, dès lors, pas opportun que nous commencions à habituer nos concitoyens à voir leur gouvernement réagir, dans sa ligne, mais ouvertement, à l'occasion des crises majeures?

En outre, et dès aujourd'hui, les Nations Unies seraient sans doute favorablement impressionnées si la Suisse sortait de sa réserve traditionnelle pour avancer une idée ressortissant au plus sûr bon sens.

Elle pourrait leur donner une indication modeste, mais valable, sur la conduite à adopter.

4) Quelle serait la portée de cette prise de position?

En pratique, il est évident que cette prise de position concernerait surtout les Etats-Unis, Pékin étant imperméable à toutes les influences. Que leur suggérerait-elle? De ne céder en aucun cas à la tentation d'une guerre avec la Chine. Elle signifierait, en réalité ce qui suit: Puissants comme vous l'êtes, vous n'avez pas besoin d'une victoire supplémentaire pour assurer votre prestige. Vous ne perdriez pas la face si, au Vietnam, vous n'obteniez pas tout ce que vous vous étiez proposé d'obtenir. Une solution boiteuse, insatisfaisante, mais pacifique, vous sera plus avantageuse que le plus éclatant triomphe militaire.

Et elle postulerait implicitement que toutes les puissances du monde s'interposent pour empêcher un déchaînement fatal.

Telle pourrait être une attitude suisse, qui, sans léser en rien notre conception de la neutralité, nous permettrait d'apporter une contribution valable à la cause de la paix.

Washington, le 25 janvier 1966
NA/lp


A.-L. Natural



EMBASSY OF SWITZERLAND

 WASHINGTON D.C. 20008,
 2900 Cathedral Avenue N.W.
 Telephone HO 2-1811/7

26. Januar 1966

Ref.: 381.0. - GZ/rl

VERTRAULICH & PERSOENLICH	CD	TR			Herrn Botschafter Micheli Generalsekretär des Eidg. Politischen Departements
	Datum	18.1.			3003 B e r n
	Visa				
	EPD	28. Jan. 1966			
	Ref. / B. 73. Vietnam. O. Uch.				

Sehr verehrter Herr Botschafter,

Kurz vor seinem Weggang und noch unter dem unmittelbaren Eindruck eines seiner letzten Gespräche mit Herrn Abe Fortas über das er Ihnen am 7. Januar auf schnellstem Wege streng vertraulich berichtete, hat Herr Botschafter Zehnder im Kreise seiner Mitarbeiter angeregt darüber nachzudenken, in welcher Weise die Schweiz im Rahmen ihrer traditionellen Neutralitätspolitik für eine Wiederherstellung des Friedens dienstbar sein könnte.

Mein Kollege Natural, der, wie Sie wissen, das Geschehen um Vietnam seit vielen Monaten in intensiver Weise verfolgt, hat gewisse seiner Ueberlegungen zu der von Herrn Botschafter Zehnder aufgeworfenen Frage in einer Notiz festgehalten. Ueber die Darstellung dieser Notiz, die darin zum Ausdruck kommende Beurteilung der Lage sowie über die Schlussfolgerungen, kann man in guten Treuen verschiedener Auffassung sein. Herr Natural selbst bezeichnet das Papier denn auch absichtlich als Plaedoyer. Leider war es nicht mehr möglich, die Notiz Herrn Botschafter Zehnder zu unterbreiten. Aus meinen eigenen Diskussionen mit meinem bisherigen Chef habe ich indessen den Eindruck gewonnen, dass er die Notiz im Anschluss an seinen Bericht vom 7. Januar an Sie weitergeleitet hätte. Ich hätte an sich lieber zugewartet, bis zum Eintreffen von Herrn Botschafter Schnyder um die Angelegenheit mit ihm zu diskutieren. Da das Risiko eines Wiederaufflammens und gar einer Ausdehnung des Konflikts in Vietnam nicht ausgeschlossen werden kann, scheint es mir indessen nützlich, Ihnen persönlich schon jetzt von den Ueberlegungen Herrn Natural's Kenntnis zu geben, die meines Erachtens als ein Beitrag zu der im Gange befindlichen Diskussion von Interesse sein können. Ich möchte es dabei gänzlich Ihnen überlassen, von den Ausführungen meines Kollegen den Ihnen gutscheinenden Gebrauch zu machen.

Genehmigen Sie, sehr verehrter Herr Botschafter, mit meinen besten Grüßen die Versicherung meiner vorzüglichen Hochachtung.

Ther sehr ergebener Michael Gelzer

(Michael Gelzer)

Beilage